

a dit l'autre soir que la hausse venait au bon moment. Le bon moment pour qui? Pour les pensionnés, le moment favorable était-il y a deux ans. Pourtant, le ministre confond tellement les intérêts du gouvernement avec ceux des personnes âgées, qu'il présume que c'est le bon moment pour ces personnes. Il leur demande d'attendre l'aide jusqu'au printemps. D'après lui, ce sera le moment opportun.

L'hon. M. Benson: Pour l'économie.

L'hon. M. Stanfield: Pour l'économie. Je comprends. Je regrette mais je ne suis pas mieux disposé à accepter maintenant le jugement du ministre sur le moment favorable pour l'économie. Il est peut-être plus évident que le programme du ministre ne sert pas les intérêts des Canadiens âgés, mais on a tôt fait de s'apercevoir qu'il ne convient pas davantage à l'économie.

Le gouvernement ne s'attaque certes pas au problème de la pauvreté. Rien n'indique dans le Livre blanc du gouvernement sur la sécurité sociale que le gouvernement a l'intention de s'attaquer à la pauvreté. Je veux signaler qu'une économie ferme est indispensable à cette fin au Canada. En premier lieu, une économie ferme est nécessaire, afin de réduire le chômage qui a tant aggravé la pauvreté au Canada depuis environ un an et deuxièmement, elle est nécessaire, afin de produire les recettes indispensables pour mettre en œuvre un programme de forte productivité. Je soutiens que la relance rapide de notre économie est actuellement indispensable à la lutte contre la pauvreté au Canada. Il en est de même de la disparité et de la pauvreté régionales. Point n'est besoin de souligner l'importance que j'attache à la lutte contre la disparité régionale et à l'adoption de mesures énergiques dans les régions à croissance lente. A mon avis, le gouvernement ne réussira pas à aider ces régions, à moins que l'économie nationale ne soit ferme en général.

Les régions à croissance lente comme les provinces atlantiques et certaines régions du Québec et d'autres provinces sont les premières à ressentir l'effet de tout ralentissement de l'économie nationale. C'est dans ces régions que le ralentissement se fait sentir le plus lourdement. Il y a plus de dix ans, des conseillers dont nous avions retenu les services l'ont souligné aux gouvernements des provinces atlantiques. Le professeur Alex Cairncross, qui est devenu par la suite l'économiste-conseil en chef du gouvernement britannique, nous a souligné que les provinces atlantiques et d'autres régions à croissance lente avaient certainement besoin de programmes de développement, mais que ceux-ci n'auraient guère d'effet dans ces régions si l'économie nationale n'était pas en même temps saine et en progrès, ce que je répète depuis des années. Il semble que le ministre de l'Expansion économique régionale l'ait enfin compris, car c'est ce qu'il a dit à la Chambre, l'autre jour. Toutefois, on ne retrouve certainement pas cette compréhension dans la politique du gouvernement annoncée dans le budget. Comme on pouvait le prévoir, le ralentissement de notre économie nationale a créé de nouvelles zones grises.

[L'hon. M. Stanfield.]

Si le ministre des Finances persiste dans sa voie actuelle, c'est le pays tout entier qu'il faudra bientôt désigner comme région spéciale. Au fait, puisque l'ensemble de l'économie est au-dessous du niveau normal, c'est presque nécessaire dès maintenant. Un relèvement important de l'économie pourrait aider le Québec et les autres régions à croissance lente, mais je dois dire que le principe de désignation de régions spéciales devient assez absurde s'il ne l'est pas déjà, lorsqu'on envisage la proportion du pays déjà désignée. Je le répète, je ne suis décidément pas en faveur de telles mesures d'assistance. Mais la meilleure assistance qu'on pourrait apporter immédiatement au Québec, aux provinces de l'Atlantique et aux autres régions à croissance lente serait d'augmenter rapidement la prospérité nationale. C'est la mesure qui dans l'immédiat aiderait le plus toutes ces régions, les plus touchées par la crise économique que subit le pays. Je dis que le moyen le plus immédiat et le plus efficace de stimuler rapidement notre économie serait une réduction des impôts, qui pourrait être liée à des mesures d'encouragement visant des domaines précis.

Une réduction d'impôts engendrerait le climat psychologique nécessaire à l'expansion, comme en convient le ministre des Finances. C'est ce qu'on aurait dû faire au lieu d'avoir recours, sur la décision du ministre des Finances, à une augmentation d'impôts, pendant qu'un gouvernement omniscient augmentait ses encouragements à certains secteurs de l'économie, croyant ou supposant que ces dépenses accrues et une espèce d'augmentation de la masse monétaire suffiraient à l'expansion de l'économie nationale sans laquelle l'aide du ministre aux régions à croissance lente n'aura que peu ou pas d'effet.

• (3.50 p.m.)

Il se peut naturellement que le ministre, pour une fois, ait raison en ce qui concerne cette extrapolation, mais quel risque à courir! Si l'économie tarde à réagir après avoir été ainsi freinée et gênée par cet exposé budgétaire, songez surtout au beau gâchis fiscal que le ministre aurait créé tant pour lui-même que pour ses homologues des provinces. Mais plus important encore, songez à la déception et à l'amertume provoquées chez nos jeunes et les chômeurs difficiles à reclasser.

Notre économie n'est pas qu'un mécanisme. Le ministre et ses collègues parlent d'entrées et de sorties mais c'est de gens dont il s'agit réellement. Il fait bon marché de la vie des particuliers.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je sais que sa tâche est difficile. Je ne crois pas qu'il soit dur. Il n'est pas non plus insensible et lorsqu'une de ses politiques cause du chômage probablement il en souffre plus que le chômeur, tout comme un père qui corrige son enfant. Je dois en toute franchise dire au ministre que ses méthodes prospectives ne sont pas assez sûres pour justifier la décision qu'il a prise dans son budget. En combattant l'inflation il va trop loin—pas intentionnellement j'en suis sûr, car il ne savait pas ce qu'il faisait—et en luttant actuellement contre le chô-